

VISIONS DE L'ORDRE INTERNATIONAL

Tatiana Kastouéva-Jean, chercheuse et directrice du centre Russie/NEI de l'Ifrri

Nous avons parlé de votre identité, nous avons parlé de la région et il est temps maintenant de parler de vos visions de l'ordre international. L'invasion de l'Ukraine constitue la plus grave rupture de l'ordre international depuis plusieurs décennies et la Russie semble avoir pour objectif de renverser l'ordre international qu'elle considère comme étant sous domination américaine et entend créer un ordre international multipolaire. Comment voyez-vous l'ordre international à l'issue de cette guerre ? Quels éléments, selon vous, sont de nature à structurer la démocratie contre les régimes illibéraux ? Nous avons beaucoup parlé de l'opposition entre la Chine et les États-Unis, ainsi que de l'opposition entre le Nord industriel et le Sud global. Quel impact cela aura-t-il sur votre région et votre pays ? Quels rôles, selon vous, joueront les différentes organisations internationales, et plus particulièrement bien sûr les Nations Unies et le Conseil de sécurité des Nations Unies qui ont montré leur impuissance dans cette guerre, et l'OCS, dont vous êtes tous trois membres ? Quelles sont vos forces et vos faiblesses dans ce nouvel ordre international ? À vous, M. Vassilenko.

Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

Nous pensons que le multilatéralisme, comme vient de le rappeler notre confrère géorgien, est le seul moyen pour l'humanité d'avancer, de survivre. Nous vivons dans un monde de plus en plus interdépendant et la pandémie nous a montré à quel point nous sommes tous interdépendants. Nous sommes attachés à la démocratie, à l'économie de marché, à l'état de droit international, principalement le droit international, écrit et clairement énoncé, et il s'agit là, soit dit en passant, d'une différence avec ce que l'on appelle l'ordre international fondé sur des règles. Nous sommes attachés au droit international, un droit écrit, accepté par tous. Nous sommes également attachés à la coopération internationale.

Au sujet de l'ONU, cela me rappelle la citation de Churchill « La démocratie est le pire des régimes – à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé ». L'ONU n'est certes pas parfaite, mais c'est la meilleure institution que nous ayons eue depuis 77 ans, peut-être est-il nécessaire de la réinventer, mais nous avons besoin de l'ONU. Nous devons renforcer l'ONU. Nous avons également besoin de l'OCS en tant que plateforme car elle a fait ses preuves au cours de ses presque 50 ans d'existence. Elle traverse aujourd'hui une crise existentielle en raison de la rupture des communications entre l'Occident et la Russie sur cette plateforme. Pourtant, lors du sommet de l'OCS à Astana en 2010, sous la présidence du Kazakhstan, tous les dirigeants des États membres de l'OCS avaient réaffirmé leur vision d'une communauté de sécurité euro atlantique et eurasiatique unie et indivisible. Cette vision a malheureusement été reléguée au second plan, diplomatiquement parlant, mais nous pensons que cette institution, elle aussi, a encore de beaux jours devant elle. Elle a besoin de notre soutien. Nous voulons soutenir l'OCS et nous continuerons à la soutenir.

**Tatiana Kastouéva-Jean**

Merci beaucoup. Olga, qu'en est-il de votre pays ?

Olga Rosca, directrice de cabinet du vice Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Moldavie

Je rejoins mon confrère sur la nécessité d'un multilatéralisme efficace et la nécessité de travailler ensemble sur diverses plateformes. Lorsque vous avez mentionné la pandémie, j'ai repensé à un enseignement que nous avons tiré de la pandémie : aucun d'entre nous n'est en sécurité tant que nous ne le sommes pas tous ! Et je crois que c'est particulièrement d'actualité en Europe, alors que nous sommes tous confrontés aux effets extrêmement négatifs de l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Dans cette architecture multilatérale du monde et de l'Europe, il convient de citer la Communauté politique européenne, une nouvelle organisation fruit d'une idée du Président Macron, dont la prochaine réunion se tiendra en Moldavie en juin. La première réunion s'est tenue à Prague en octobre sous les auspices du Conseil européen. Il s'agit donc d'une plateforme supplémentaire ayant pour ambition de promouvoir le dialogue au plus haut niveau entre les dirigeants européens afin de réfléchir aux moyens de renforcer notre sécurité collective.

Tatiana Kastouéva-Jean

Merci, Olga. Monsieur le vice-ministre Darsalia, vous avez commencé à parler du multilatéralisme. Avez-vous quelque chose à ajouter sur la vision de l'ordre international de la Géorgie ?

Lasha Darsalia, premier ministre adjoint des Affaires étrangères de Géorgie

Merci beaucoup. Effectivement, je n'ai que partiellement répondu à cette question. Nous croyons qu'un ordre international fondé sur des règles prévaudra à nouveau, que la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays seront respectées, que la gouvernance se fera via les démocraties et que les droits humains seront une priorité. Nous espérons vraiment que cet ordre international sera rétabli. Dans ce contexte, nous pensons que les problèmes et les facteurs tels que la taille, la situation géographique ou l'environnement géopolitique des pays similaires à la Géorgie ne détermineront pas la partie du monde à laquelle ces pays appartiennent, mais que la démocratie, les droits humains et le respect des règles internationales seront les facteurs décisifs. Telle est la vision des choses de la Géorgie. Nous espérons sincèrement, et j'espère que ça ne restera pas à l'état de vœu pieux, que nous retrouverons un ordre international fondé sur les règles internationales, sur les principes d'Helsinki et sur tous les principes du droit international mis en place après la Seconde Guerre mondiale et qui sont aujourd'hui fortement remis en question.

Tatiana Kastouéva-Jean

Merci, M. Darsalia.